

## « Le déplacement des réfugiés et la crise de l'éducation dans les écoles primaires de l'Extrême-Nord Cameroun »

Lassou Kalgong Nantilde,  
Université de Ngaoundéré, Cameroun

### Résumé

Depuis les années 80, Le Nord-Cameroun est le théâtre d'insécurité transfrontalière alimentée par ses voisins ; la République Centrafricaine et le Tchad d'une part secoués par des agitations guerrières, le Nigéria et le Niger d'autre part où se développent depuis quelques années de façon exponentielle les mouvements terroristes. Ces crises encouragent fortement les migrations à l'extrême-nord, une région de la partie septentrionale du Cameroun déclenchant ainsi une crise de l'éducation. Les migrations s'entendent comme les déplacements définitifs ou temporaires d'un individu ou d'un groupe d'individus d'une zone moins favorable vers une autre plus favorable. Cette situation est aujourd'hui très inquiétante pour les écoles primaires car elle compromet et contrecarre l'objectif principal des établissements scolaires qui est celui d'offrir et d'assurer un cadre structurant et protecteur à l'élève, garant de sa sécurité. Dans les écoles primaires de cette partie du pays, cet objectif est loin d'être atteint à cause des déplacements massifs des réfugiés vers les régions du Nord-Cameroun. Ces déplacements pèsent défavorablement sur les équilibres éducatifs déjà précaires dans cette partie du pays. Le présent travail fait une analyse historique du phénomène des déplacements des réfugiés, étudie ses implications sur les écoles et permet de mieux saisir l'envergure et la complexité des problèmes actuels du système éducatif dans cette région. Par ailleurs, il fait une évaluation des dangers et des menaces qui pèsent sur les écoles primaires de cette région, plongées depuis 2015 dans une situation sécuritaire de plus en plus précaire à cause de l'accroissement exponentiel du nombre de migrants.

**Mots clés :** éducation, réfugiés, insécurité, extrême-nord, école.

### *Abstract*

*Since the 1980s, North Cameroon has been the scene of cross-border insecurity fuelled by its neighbours. The Central African Republic and Chad on the one hand are shaken by military unrest, while Nigeria and Niger on the other hand have been home to growing terrorist movements for several years now. These crises strongly encourage migration to the Far North region, thereby creating an educational crisis in the northern part of the country. Migration is defined as the permanent or temporary movement of an individual or group of individuals from a less favourable area to a more favourable one. This is a very worrying situation for primary schools as it affects and thwarts the main objective of schools, which is to provide and/or ensure a structuring and protective framework for pupils so as to guarantee their safety. Primary schools in this part of the country are far from achieving this objective because of the massive displacement of refugees in the area. These displacements have a negative impact on the already precarious educational situation in this part of the country. This work provides a historical analysis with regard to the phenomenon of refugee displacement, examines its implications for schools, and provides a better understanding of the scale and complexity of the current problems of the education system in the region. In addition, it assesses the dangers and threats to primary*

*schools in the region, which have been in an increasingly precarious security situation since 2015 due to the exponential increase in the number of migrants.*

**Keywords:** *education, refugee, insecurity, far north, school.*

## **Introduction**

Le Cameroun se présente comme une terre d'accueil en Afrique Centrale certainement à cause de sa position géographique. S'étant démarqué par sa relative stabilité, il a toujours été sollicité comme terre d'accueil par de nombreuses populations en quête d'asile. Il est ainsi le pays le plus exposé aux migrations. Par ailleurs, sa partie septentrionale, limitée par ses voisins qui enregistrent des instabilités politiques, sociales et même économiques régulières, est celle qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. Ainsi, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, cette partie du Cameroun fait face à plusieurs problèmes qui touchent sa sécurité sociale et au-delà celle de sa population. En effet, la situation sécuritaire des pays frontaliers et la montée des mouvements terroristes sont celles qui touchent la sécurité interne de cette région. Il faut signaler aussi que depuis plusieurs années, le Cameroun est confronté à des crises humanitaires dans plusieurs de ses régions (Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord). La région de l'extrême-nord particulièrement a été contrainte d'accueillir un flot continu de migrants venant majoritairement du Nigéria et du Tchad. L'instabilité dans les pays voisins et les contextes géopolitiques actuels ont accentué les déplacements forcés de nombreuses populations vulnérables et ont conduit des milliers de personnes vers cette région. Cette croissance exponentielle du phénomène migratoire entraîne inéluctablement une grave crise sociale dont les effets se font sentir à plusieurs niveaux et notamment sur les écoles primaires de la région, elles-mêmes déjà en mauvaise posture.

### **I- Présentation de l'Extrême-Nord Cameroun L'Extrême-Nord : théâtre des migrations**

Depuis 1979, la partie septentrionale du Cameroun en général est le théâtre d'insécurité transfrontalière caractérisée ainsi par d'importants mouvements migratoires. Cette insécurité est alimentée par les troubles que connaissent ses voisins, à savoir la République Centrafricaine, le Tchad, le Niger et le Nigéria. Elle prend ses racines dans l'histoire de la dynamique du bassin du lac Tchad caractérisée par la présence des razzias qui se sont transformés plus tard en banditisme rural et trans-ethnique<sup>1</sup>. À cela s'ajoute le braconnage frontalier, le trafic d'armes légères et même le trafic humain. L'on assiste donc à la formation de réseaux criminels dans toute la région septentrionale du Cameroun (Saidou Issa, 2004). Le Nord-Cameroun encore appelé le Septentrion est l'ancienne province du Nord qui constituait trois entités principales. La région de l'Extrême-Nord est donc née de l'éclatement en 1983 de cette ancienne province en trois entités à savoir: le Nord dont la capitale est Garoua, l'Adamaoua qui a pour capitale Ngaoundéré et l'Extrême-Nord avec pour capitale

---

<sup>1</sup> Lire à propos K., Gatelier, C., Dijkema et H., Mouafo, *Transformation de conflit : retrouver une capacité d'action face à la violence*, Ed Charles Léopold Mayer (ECLM), 2017.

Maroua<sup>2</sup>. Cette dernière région est victime depuis plusieurs années du phénomène migratoire causé par l'insécurité sévissant dans les pays voisins : le Tchad qui enchaîne des épisodes guerriers (depuis 2008, plusieurs populations se sont déplacées à cause de la guerre entre les rebelles soudanais et l'armée du gouvernement à N'djamena), le Nigéria et le Niger d'où surgissent les mouvements terroristes. La région de l'Extrême-Nord est une région qui a une superficie de 32.246km<sup>2</sup>. C'est aussi la région la plus peuplée du Cameroun après celle du centre. Elle est frontalière au Tchad et au Nigéria ; c'est une région où l'insécurité liée aux violences de groupes armés comme boko haram<sup>3</sup> depuis 2014, et aux phénomènes climatiques causant d'importants mouvements de population se font sentir. Soulignons que cette partie du Cameroun est aussi en proie à une criminalité transfrontalière qui combine enlèvements, embuscades, raids etc... « Saibou Issa, 2010). Tous ces phénomènes sont fortement liés aux migrations dans cette région.

À l'extrême-nord, on estime la population déplacée à 352921 d'individus incluant les déplacés internes et les réfugiés. 92 % de cette population déplacée le sont en raison de conflits armés, 7% le sont à cause des inondations et 1% le sont pour d'autres raisons. Par ailleurs, 66% de ces déplacés sont des enfants de moins de 18 ans<sup>4</sup>. Ces migrations interrogent les frontières indissociables de la géographie et de la politique.

### **Dynamique socio-économique et fragilité sociale**

La région de l'extrême-nord est un espace éloigné du centre politique et polarisé par le Nord-Est du Nigéria, centre de la secte boko haram avec qui elle entretient une proximité historique et même religieuse. Né depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle au Nigéria, boko haram était à ses débuts un mouvement religieux contestataire qui tentait de combler le vide créé par l'incurie des partis progressistes. Au fil du temps, il va se transformer en un véritable monstre menaçant toute la sécurité des pays du Golfe<sup>5</sup>. Le Nord-Cameroun partageant ses frontières avec le Nigéria, le Tchad et le Niger, ces dernières, le plus souvent poreuses, favorisent l'implantation et les déplacements de ces terroristes. Étant donné qu'elles ne sont même pas matérialisées, il est aisé de transporter des armes et du matériel, ou de dissimuler otages et butin de guerre. Cette situation a occasionné une fragilité sociale dans toute la région. Soulignons également que l'Extrême-Nord Cameroun est aussi un espace constitué de groupes ethniques et de certains peuples trait d'union<sup>6</sup> (*kanuri*) présents dans le Bornou, le Logone et le Mayo-Tsanaga. Pour le comprendre, il faut remonter à la

---

<sup>2</sup> Dans un décret de novembre 2008, décret numéro 2008/376 du 12 novembre portant organisation administrative de la République du Cameroun., Paul Biya, président de la République du Cameroun met fin à l'appellation « province », elles furent remplacées par les « régions ». C'est ainsi que les provinces sont devenues des régions. Une décision prise au cours la même période avait scindé en deux provinces (Centre et Sud), la province du Centre-Sud.

<sup>3</sup> Littéralement, le mot « boko » désigne en français « école » et « haram » quant à lui désigne « illicite ». Cette secte terroriste est donc un groupe qui rejette l'école occidentale ou du moins rejette les enseignements de cette dernière

<sup>4</sup> Cameroun, région de l'extrême nord, rapport sur les déplacements round 13 du 12 au 24 avril 2018.

<sup>5</sup> Lire A., Vicky, « Aux origines de la secte boko haram », *Le Monde Diplomatique*, no 697, 2012, p. 28.

<sup>6</sup> Les peuples trait d'union sont ceux qu'on retrouve généralement dans deux pays voisins.

démarcation du Nord-Cameroun avec le Nigeria qui traverse une ancienne aire socioculturelle remontant au grand empire du Kanem-Bornou au XVI<sup>e</sup> siècle. C'est aussi une région peuplée malgré l'exiguïté de son territoire. Par ailleurs, l'attention des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur de ce poids démographique. Son essor socio-économique est stagnant à cause des pesanteurs socioculturelles et l'accès limité des infrastructures sociales. Plus de 60% de la population vit sous le seuil de la pauvreté, 50 à 70% souffrent de malnutrition,<sup>7</sup> comme le rapporte le rapport du BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Études de Population). La plupart des institutions publiques sont concentrées à Maroua, chef-lieu de la région. L'on note ainsi une fracture sociale dans les périphéries. C'est pourtant dans ce contexte de précarité que les réfugiés affluent.

Au plan éducatif, le bilan est déplorable dans cette région. Le taux de scolarisation est de 60%, le taux d'alphabétisation de 15 ans et plus est de 40,1%. Le terrorisme de boko haram est venu renforcer la précarité de la population scolaire déjà affaibli par la mal-gouvernance. Au rang des immigrants Nigériens, Nigériens et Tchadiens, nombreux ont fui leurs pays respectifs à cause des guerres civiles. Ces pays voisins en proie aux instabilités par les guerres ont vu une partie importante de leurs populations se déverser dans la partie septentrionale du Cameroun. La région de Maroua a ainsi servi de refuge. Cette situation a nourri des envies criminelles chez les populations, et a participé à une recrudescence du banditisme, du vol, des agressions et des meurtres dans la région.

## **II- L'impact des migrations sur la scolarisation**

### **L'inadéquation entre l'offre et la demande scolaire et la vulnérabilité des élèves déplacés**

L'offre d'éducation regroupe l'ensemble des infrastructures d'accueil, des ressources humaines et institutionnelles qui concourent à l'organisation de l'enseignement des masses. La demande d'éducation, quant à elle, renvoie à l'ensemble des facteurs que les individus prennent en compte directement ou indirectement, consciemment ou non, dans leurs pratiques de scolarisation (Kana, 2018). Les migrations à l'extrême-nord ont entraîné une véritable inadéquation entre l'offre et la demande scolaire. En effet, les familles qui migrent sont majoritairement constituées d'enfants en âge scolaire. La demande devient assez grande et les écoles existant sur place ne sont pas à mesure de répondre aux attentes des populations. Cette situation est inquiétante dans la mesure où la demande scolaire est en constante augmentation et l'insertion de ces réfugiés devient un problème délicat pour l'Etat. Pendant ces dernières années, le département du Logone et Chari et du Mayo Sava sont ceux qui ont accueilli le plus de réfugiés et de déplacés. L'accroissement du nombre de réfugiés en provenance du Nigeria pèse aussi défavorablement sur les équilibres éducatifs déjà précaires dans cette partie du Cameroun. L'éducation demeure préoccupante dans cette région à cause de plusieurs raisons : l'implantation tardive de l'école et des infrastructures scolaires ; le conflit entre l'école officielle et d'autres modes de transmission des connaissances, dont l'école coranique ; la pauvreté

des populations et certaines pesanteurs socio- culturels (Tourneux et Iyébi-Mandjek, 1994).

À la rentrée scolaire 2014-2015 par exemple, plus de 150 établissements ont été fermés à cause de l'insécurité liée aux attaques de la secte boko haram, ils ont été obligés de fermer, ont été endommagés et n'ouvrent que par intermittence. Les attaques de villages et d'écoles par boko haram ont forcé les élèves et les enseignants à fuir. Les terroristes de Boko haram ont attaqué l'Extrême-Nord Cameroun à plusieurs reprises, enlevant des étrangers et des habitants de la région et prenant pour cible les écoles et naturellement les élèves. Chaque fois qu'un village est attaqué, plusieurs enfants meurent. Les exactions et la lutte contre boko haram compromettent chaque jour le développement social, entraînent les déplacements forcés et par conséquent sont un frein pour l'offre scolaire ; elles viennent s'ajouter aux problèmes déjà présents dans les écoles publiques de la région. La dénonciation de l'école occidentale est au cœur de la réforme sociétale qu'entend promouvoir Boko Haram. Cette problématique de l'école occidentale secoue ainsi la scolarisation des élèves et les met dans une insécurité profonde. Plusieurs parents ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école lors de la rentrée scolaire 2014-2015 à cause de cette situation. Certaines écoles ont dû reprendre tardivement. Les déplacements de population s'entendent ainsi comme des facteurs entravant les conditions des élèves dans leur milieu.

### **Des chiffres inquiétants et des fardeaux supplémentaires**

Dans le nord du Cameroun, des dizaines de milliers d'enfants parmi lesquels de nombreux réfugiés en provenance du Nigéria voisin sont déscolarisés en raison des attaques transfrontalières de Boko Haram. Au nombre de ces enfants privés d'éducation, on comptabilise près de 62 000 enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays du fait des attaques de l'insurrection nigérienne, qui a entraîné la fermeture de plus de 120 écoles. Environ 74 000 Nigériens ayant fui le Cameroun figurent également parmi eux. La recrudescence des attaques armées a entraîné des milliers de Nigériens et Nigériennes à se réfugier à l'Extrême-Nord. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 60 % de ces nouveaux arrivants sont des enfants. Au moins 18 attaques de Boko Haram ont été signalées dans le Nord du Cameroun depuis le début de l'année. Près de 100 000 Camerounais ont fui leurs foyers. Les trois départements les plus gravement touchés sont ceux qui sont à la frontière avec le Nord-Est du Nigéria, là où les rebelles islamistes sont les plus actifs ; il s'agit du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Dans cette partie du pays, 60% des écoles ont été fermées, 30% sont désormais investies par des personnes déplacées, et 10% ont été détruites ou pillées au cours d'attaques. Dans la plupart de ces écoles, l'usage du français comme moyen d'enseignement demeure un handicap pour les enfants réfugiés issus d'un système éducatif différent.

Dans des zones où les écoles sont restées ouvertes, le gouvernement encourage les enfants à s'y inscrire. Toutefois, ces enfants viennent s'ajouter aux difficultés rencontrées déjà sur place, car les déplacés ont des besoins spécifiques et plus urgents que les autres élèves. Ils sont nombreux à se présenter sans livre, sans bulletin scolaire ou test de niveau. Leur niveau scolaire est très faible. Les parents inscrivent leurs enfants afin qu'ils terminent leur parcours. La plupart de ces enfants n'ont souvent pas

d'acte de naissance par conséquent, ne peuvent pas être identifiés. Le déplacement et l'ignorance de certains parents associés à l'absence des bureaux d'état civil dans les zones instables ont contribué à renforcer cette situation qui date d'avant la crise. Pourtant l'acte de naissance est un document important qui permet non seulement d'identifier l'enfant par son nom légal mais aussi d'établir sa citoyenneté et sa filiation ou son appartenance biologique<sup>8</sup>. Ces enfants viennent s'ajouter fatalement aux difficultés des écoles primaires. Suite aux déplacements, les parents n'ont même plus de moyen de s'acquitter des frais de scolarité de leurs enfants ; cela devient une charge énorme pour les écoles, il est donc possible que l'établissement ne satisfasse plus ses élèves puisque l'effectif devient pléthorique et il devient difficile de contrôler ou de suivre chaque élève (Lassou, 2016). Dans les camps des réfugiés et dans plusieurs écoles primaires de la région, le quota élève-enseignant est loin d'être respecté<sup>9</sup>.

Après une déscolarisation de plusieurs mois, les enfants déplacés ne résidant pas dans des camps ont souvent besoin d'heures de cours supplémentaires et parfois de soins psychosociaux pour parvenir à suivre les cours en classe avec les autres élèves. Une autre difficulté tient au fait que bon nombre de familles ayant pris la fuite ont perdu leurs moyens de subsistance, et n'ont pas de quoi s'acquitter des frais de scolarité. D'autres n'ont plus les papiers nécessaires à l'inscription. Tous ces besoins deviennent des fardeaux pour l'État, les organisations internationales, les pouvoirs publics et même les communautés hôtes.

### **La déperdition scolaire**

La déperdition scolaire est une conséquence directe du phénomène de la migration. Elle est dans son premier sens le fait de désertir l'école, c'est-à-dire abandonner les études. Elle résulte même de l'abandon scolaire et du redoublement des classes par l'élève lui-même (Mbala Owona, 1990). Deble (1980) l'entend comme « la combinaison de deux facteurs ; les abandons qui se produisent lorsque des élèves interrompent leurs études avant la fin d'un cycle scolaire et le redoublement de classe<sup>10</sup> ». Le mouvement de population a eu un impact sur la fréquentation scolaire des enfants dans les différentes écoles. En moyenne 36,5% des enfants ont interrompu leur scolarisation soit à cause du déplacement de leur village vers un autre plus sécurisé, soit du fait de leur retour à leur village d'origine<sup>11</sup>.

Suite aux déplacements, plusieurs ont interrompus les études, ils sont parfois sur-âgés il faut donc un encadrement afin de les remettre à niveau et les réintégrer dans les classes qui correspondent à leur âge, ce qui devient difficile et encourage les élèves à abandonner les études. Non seulement, le phénomène de déplacement a touché les enfants et les jeunes, mais il a aussi exacerbé la vulnérabilité des ménages qui éprouvent des difficultés à supporter les coûts liés à la scolarisation de leurs enfants. Depuis la crise, plusieurs partenaires sont intervenus au côté du ministère

---

<sup>8</sup> Du point de vue scolaire, l'acte de naissance constitue une exigence pour les apprenants du niveau terminal (CM2) pour être accepté aux examens de fin d'études primaires afin d'accéder à l'éducation secondaire

<sup>9</sup> Les normes camerounaises prévoient 1 enseignant pour 60 élèves

<sup>10</sup> Deble, *La scolarisation des filles*, Paris, UNESCO, 1980, p11.

<sup>11</sup> Selon le rapport de l'évaluation rapide des besoins en Éducation dans les zones de l'Extrême Nord du Cameroun.

de l'éducation de base pour répondre aux besoins des personnes affectées mais au regard de l'ampleur de la situation et des financements disponibles, ils n'ont pas pu couvrir tous les besoins. Les statistiques des élèves ont également baissé à cause du retour de certains déplacés dont malheureusement la grande partie est constituée d'enfants qui ne fréquentent pas l'école une fois dans les zones de retour, mais aussi par le désintéressement des apprenants à poursuivre l'école sachant qu'ils ne termineront pas l'école faute d'actes de naissance.

### **III- L'éducation : urgence et défis pour les enfants réfugiés**

#### **L'éducation : une urgence pour les réfugiés**

« L'école accorde une deuxième chance aux réfugiés », a déclaré Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. « Nous manquons à notre devoir à l'égard des réfugiés en ne leur donnant pas la possibilité de développer les compétences et les connaissances qui leur sont nécessaires pour préparer leur avenir » poursuit-il. Ceci pour montrer combien il est important pour l'ensemble de la communauté éducative d'investir profondément dans la scolarisation des élèves, autrement elle subira les conséquences d'un grand nombre d'enfants non scolarisés et exposés à tous les risques de protection. Ainsi, il est urgent que les réfugiés soient inclus dans les systèmes nationaux d'éducation et non être cantonnés dans des écoles parallèles informelles. Il faut également les autoriser à suivre les programmes d'enseignement officiels reconnus dans l'enseignement primaire et secondaire. Ils pourront ainsi acquérir des qualifications reconnues, le seul tremplin vers l'accès à l'université ou à la formation professionnelle supérieure. Par ailleurs, il serait important de créer de nouvelles structures à l'instar des inspections d'arrondissement de l'éducation de base, en guise de réponse à la présence de ces populations vulnérables.

#### **1- Des défis qui demeurent**

La migration constitue aujourd'hui une préoccupation mondiale à la fois pour les politiques publiques que pour les acteurs de la société civile. Elle contribue au développement des différents pays qu'elle met en jeu, notamment à travers ses multiples retombés sur le développement humain, économique, culturel, politique. Malgré les efforts du gouvernement camerounais, des organisations internationales et des populations locales, la situation de l'éducation des déplacés demeure préoccupante. Le taux de scolarisation dans la région de l'Extrême-Nord est inquiétant en raison des difficultés que rencontrent les écoles sur place. La perspective des ODD (objectifs de développement durable) s'est engagée depuis quelques années à se concentrer dans cette région principalement où le déficit scolaire reste à combler. Elle se fonde sur l'importance d'une éducation et d'une formation de qualité pour l'amélioration des conditions de vie des communautés. Elle insiste aussi sur l'égalité des sexes et l'articulation entre éducation de base et formation professionnelle notamment en 4<sup>ème</sup> objectif qui est celui d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Plus les enfants grandissent, plus les obstacles qui les empêchent d'accéder à l'éducation deviennent difficiles à surmonter. « Au-delà du fait que l'éducation est un droit humain fondamental pour tous les enfants, il est particulièrement important que les enfants réfugiés aillent à l'école parce ça permet de créer un sentiment de normalité, et de leur donner prise sur leur propre vie en améliorant leur capacité à transformer les obstacles en opportunités », a dit Isaac Luka, un juriste représentant des réfugiés. Mais faute d'une école pour les accueillir, plusieurs enfants en âge d'être scolarisés au primaire ou au secondaire se retrouvent dans des rues cherchant les moyens de survivre. Le ministère de l'administration territoriale camerounais a exprimé son désir en ces termes : « nous devons travailler ensemble non seulement pour soulager les souffrances des populations vulnérables (réfugiés, déplacés internes et hôtes) mais également pour rechercher une solution durable, permettant aux communautés de faire face aux adversités ».

### **Conclusion**

Au moment où les pouvoirs publics, avec l'appui de la communauté internationale, s'engagent dans la mise en œuvre des ODD, il est indiqué de s'intéresser spécifiquement à des zones où le déficit d'éducation à combler est encore énorme. Toutefois, l'Extrême Nord fait également face à d'autres situations qui encouragent les populations à adopter un style de vie de nomades ; il s'agit du phénomène de désertification et de la crise de l'eau (surabondance ou manque). Le nombre de réfugiés et personnes déplacées internes (PDI) enfants au Cameroun a quadruplé depuis le début de 2014, générant un accroissement brusque des besoins humanitaires tant pour les déplacés que pour les communautés hôtes qui se trouvaient déjà dans une situation de vulnérabilité aiguë avant la crise ; ce qui a encouragé une crise de scolarisation dans les écoles primaires de la région de l'extrême-nord. Aujourd'hui, il y'a lieu de penser que ces enfants sans éducation soient exposés à tous les risques de protection et plus tard constituent un risque pour eux-mêmes, pour leurs familles et pour la communauté entière.

### **Bibliographie**

- Deble, (1980), *La scolarité des filles*, Paris, UNESCO,  
Décret numéro 2008/376 du 12 novembre portant organisation administrative de la République du Cameroun  
Gacougnolle, L. et Mingat A., (2004), « Zoom sur un système éducatif. Le Cameroun », Lettre de l'ADEA, janvier-mars.  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Migration\\_humaine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Migration_humaine)  
Kamdem P. (2016), « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun » in *Espaces Populations Sociétés*, Vol 3.  
Kana C., (2018), « L'inadéquation entre l'offre et la demande d'éducation au Nord Cameroun : le cas du Département du Logone- et- Chari », in *Éducation et socialisation, les cahiers du CERFEE*, Vol 47.



Lassou Kalgong N., (2016), « Introduction à l'étude de l'insécurité dans les écoles primaires de la ville de Garoua (Nord-Cameroun) », Mémoire de Master, Université de Ngaoundéré.

Lututala Mumpasi B., (2007), « Les migrations en Afrique centrale : caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration et le développement des pays de la région », Amsterdam institute for social science research.

Martin, J-Y., (1971), « L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun septentrional », *O.R.S.T.O.M.*, Vol 8, No 3.

Mbala Owona, R., (1990), *Scolarisation et disparités socio-économiques dans la province de l'Est au Cameroun*, Yaoundé, CEPER.

Olweus D., (1994), Annotation: « Bullying at School: Basics Facts and Effects of a School Based Intervention Program », *Journal of Child Psychology and Psychiatry and Allied Disciplines*.

Rapport de l'évaluation rapide des besoins en éducation dans les zones de l'Extrême Nord du Cameroun.

Saibou I. (1984), « L'impact de la crise tchadienne sur le Nord-Cameroun : 1979-1982 » Mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé.

Saibou I. (2010), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Revue Camerounaises des Sciences Politiques*, Vol 13, N°1-2.

Saibou I., (2010), *Les coupeurs de route, Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

Saidou I., (2004), « L'embuscade sur les routes des abords du lac Tchad », *Politique Africaine*, num 94, juin 2004.

Seignobos, C., (2011), « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prise d'otages, la crise des sociétés pastorales ``mbororo », *Afrique Contemporaine*, N°239.

Tourneux H., et Iyébi-Mandjek O., (1994), *L'école dans une petite ville africaine (Maroua, Cameroun)*, Paris, Karthala.

Vicky A., (2012), « Aux origines de la secte boko haram », *Le Monde Diplomatique*, no 697.